

Daniel Bensaïd

Les conditions nouvelles de l'action politique et le malaise Sarkozy

Un entretien avec Daniel Bensaïd.

Le philosophe, qui publie Éloge de la politique profane, analyse l'activisme présidentiel au temps du despotisme économique et de la crise du politique. Interview par François Armanet

Le Nouvel Observateur : *Dans votre livre Éloge de la politique profane, vous faites un éloge de la lenteur face à « la fièvre du zapping et « l'inconstance kaléidoscopique des appartenances ». Avec Sarkozy, cet effet de saturation et de sidération médiatiques atteint-il un point de non-retour ?*

Daniel Bensaïd : Cette hystérisation de l'époque, dont participe la frénésie présidentielle, pose un sérieux problème de démocratie. Le temps de l'information, de la délibération contradictoire, de la décision mûrie est lent. Or, la politique, soumise à une exigence de réponse réflexe, en appelle de plus en plus à l'émotion instantanée au détriment de la raison et de la réflexion. Après que la nouvelle doctrine du Pentagone ait officialisé la « guerre préventive », on discute ainsi officiellement aux États-Unis de légitimer la torture préventive, et en France d'instaurer, avec le projet de loi Daty, une détention préventive illimitée. Cet emballement de surface est déterminé en sous-main par la ronde endiablée des marchandises et par la rotation accélérée du capital lui-même. Dans la lutte asymétrique contre son despotisme économique, une cer-

taine lenteur est nécessaire à la démocratie politique.

N.O. : *En quoi les conditions de l'action politique changent-elles sous l'effet de la mondialisation libérale ?*

D. B. : On assiste à une modification brutale des conditions de l'action politique, temporelles et spatiales, qui ont prévalu depuis les grandes révolutions du XVII^e et du XVIII^e siècles. Les notions de souveraineté, de peuple, de nation, de territoire sont bousculées sans être pour autant remplacées. La guerre globale, sans limites dans le temps et dans l'espace, décrétée par G. Bush au lendemain du 11 septembre, remet en cause le droit international en vigueur. Nous sommes donc engagés dans une grande transition, entre déjà-plus et pas-encore, marquée par une confusion permanente de la norme et de l'exception, dont la guerre globale est la manifestation extrême. Nous agissons toujours dans une pluralité d'espaces (économiques, juridiques, écologiques, culturels), mais, depuis trois siècles l'espace national était devenu politiquement dominant. Les rapports de forces sociaux et les droits correspondants se nouaient à ce niveau. Nous sommes obligés d'agir aujourd'hui dans une échelle mobile d'espaces étroitement imbriqués. Il est possible de s'appuyer sur les rapports de force nationaux pour faire échec au traité constitutionnel européen de démolition sociale, mais on ne peut répondre aux grands défis (en matière d'emploi, de protection sociale, de fiscalité), qu'au niveau européen, voire au niveau mondial sur les grandes questions de l'écologie, des migrations, ou de la mobilisation anti-guerre.

N.O. : *Vous faites le constat d'une crise profonde de la politique et que « sans partis, il n'y*

a pas de politique ». À quelle condition la politique pourrait-elle « reprendre comme le feu sous la cendre » ?

D. B. : Le malaise dans la politique a plusieurs raisons. La première est la privatisation généralisée (non seulement des entreprises, mais des services, du droit, de la monnaie, des savoirs, du vivant, de la violence même), qui asphyxie l'espace public et le vide de tout enjeu. Viennent ensuite, la professionnalisation de la politique, la personnalisation dépolitisante, la confiscation oligarchique de la représentation par le biais de systèmes électoraux plébiscitaires, le dénigrement des engagements militants au profit d'une démocratie passive d'opinion. On constate pourtant un important besoin de politique. Je développe dans ce livre l'idée que l'apparition du mouvement altermondialiste s'est accompagnée d'une illusion d'autosuffisance des mouvements sociaux et d'un rejet méfiant de la politique. C'est un moment de fermentation utopique comparable à celui que l'on connut sous la Restauration. Mais les victoires électorales de la gauche dans plusieurs pays latino-américains, l'expérience répétée de luttes sociales sans victoires significatives en Europe, remettent à l'ordre du jour la spécificité de la lutte politique et la question cruciale du pouvoir. Les partis politiques ont mauvaise presse parce qu'on y voit (non sans raison, au vu des expériences passées) les risques d'embrigadement disciplinaire. Quels que soient les noms qu'on leur donne (parti, mouvement, ligue), ce sont pourtant des facteurs de vie démocratique, d'action collective et d'autonomie plus que jamais nécessaires face à des puissances économiques et médiatiques colossales. Dans sa campagne, Sarkozy a eu l'habileté de répondre à la demande de politique à contre-courant du fatalisme économique affiché par les

gouvernements passés, de droite comme de gauche. Ce n'était qu'un simulacre de volonté. Il est en réalité plus dépendant que quiconque avant lui des mandataires du Medef et du lobby militaro-médiatique. Il vient d'ailleurs d'avouer à son tour son impuissance sur la question du pouvoir d'achat au nom de la non-ingérence de l'État dans les lois despotiques du marché.

N.O. : *Quels remèdes préconisez-vous pour la social-démocratie ? Que faire face à Sarkozy ?*

D. B. : Je n'ai pas la vocation de soigneur d'une social-démocratie malade d'elle-même. Elle suit en France, avec retard, l'évolution de la social-démocratie européenne vers le New Labour de Tony Blair, le Nouveau centre de Gerhard Schröder, le nouveau Parti démocrate de Walter Veltroni. Cette conversion au libéralisme n'est guère réversible. Il faudrait pour cela une inversion à 180 % de la politique suivie depuis un quart de siècle, sur la construction européenne notamment. On s'est indigné des débauchages et des trahisons. Strauss-Kahn, Kouchner, Besson, ne sont pas devenus sarko-compatibles en un soir d'élection. Ils l'étaient avant. D'autres suivront – ou en meurent d'envie. Les appareils dirigeants de la social-démocratie sont désormais organiquement liés aux intérêts privés de l'entreprise et de la finance. Face à Sarkozy, il faut commencer par ne rien lâcher. Sur les retraites, l'université, l'immigration, le logement, etc. Il faudrait pour cela que la gauche se rassemble au moins dans l'action. Mais le Parti socialiste n'est pas en désaccord sur le fond de

la réforme des retraites, des grandes lignes de la loi Pécresse, de la logique du traité constitutionnel faussement simplifié.

N.O. : *A l'heure où « les classes se décomposent en masses et les peuples en tribus », voyez-vous dans les divers courants néolibertaires, altermondialistes ou « révolutionnaires » actuels, des pensées qui permettent encore de changer le monde ?*

D. B. : Les idées peuvent y contribuer à condition de rencontrer les forces capables de les porter. Mais ce sont les luttes qui décident. Des luttes il y en a. Les idées ne manquent pas non plus. Le défi, c'est de surmonter les divisions générées par la concurrence de tous contre tous, et de rassembler ces forces dans un nouveau bloc hégémonique autour d'un projet alternatif au despotisme marchand. Ce que seront les révolutions du XXI^e siècle, personne ne saurait le dire. Mais changer ce monde d'inégalité, d'injustice et de violence, passe nécessairement par l'opposition terme à terme d'une logique de solidarité sociale, de service public, de biens communs de l'humanité, à la logique impitoyable du profit à tout prix et du calcul égoïste, autrement dit par un changement radical de l'ordre propriétaire.

Que révèle, chez Sarkozy l'incantation de la valeur travail ? C'est la voix du patronat ventriloque qui parle en lui. Travailler plus pour gagner plus, c'est en réalité un mot d'ordre d'intensification de l'exploitation par le démantèlement des protections sociales et du code du travail. Quelque chose qui rappelle la loi sur les pauvres de 1834 en Angleterre. En

abolissant les droits coutumiers des pauvres, elle avait pour but de jeter sur le marché du travail une main-d'œuvre exploitable à merci. Au lieu de travailler plus et plus longtemps, sans gagner plus, voire en gagnant moins, il faudrait travailler moins pour travailler tous et pour vivre plus. Au vu des gains fabuleux de productivité, ce n'est en rien utopique.

N.O. : *Vous écrivez que « quand la politique s'efface, le sacré revient en force ». Comment penser aujourd'hui l'avenir d'une politique profane ?*

D. B. : Quand l'horizon historique s'assombrit et quand la politique est à la baisse, les fois et les croyances sont à la hausse. Sarkozy célèbre au Vatican « les racines chrétiennes » de la France et de l'Europe. En ajoutant qu'« un homme qui croit est un homme qui espère » (*sic*), il insinue que les mécréants que nous sommes devraient être nécessairement désespérés ! Quand Bush parle de croisade et de guerre sainte, quand il prétend défendre le Bien absolu contre le Malin, son ennemi est banni du genre humain, réduit à l'animalité. Guantanamo, Abou Ghraïb, l'officialisation de la torture ne sont plus alors de simples bavures. C'est pourquoi les catégories de classes et de peuples, opposées à celles de masses anonymes réduites au pain sec et aux jeux télévisés, demeurent les catégories indispensables à une politique profane.

Paru sous le titre « Le malaise Sarkozy » dans *Le Nouvel Observateur* n° 2255 du 24 janvier 2008